

• (5.30 p.m.)

Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas abuser de la patience de mes collègues, mais j'aurais eu certaines observations à faire au sujet des fameux 200 millions de dollars qu'on «brandit» dans la province de Québec, pour essayer de la soulever contre le gouvernement fédéral. C'est une «inconscience» inouïe!

C'est non seulement de l'«inconscience», mais même de la malhonnêteté criminelle, dans bien des cas, car ces 200 millions de dollars ont été distribués aux citoyens de la province de Québec. Cette somme n'a pas été donnée en bloc au gouvernement pour qu'il s'en serve comme bon lui semblerait. Elle a été distribuée à tous les citoyens du Québec, sous forme de pensions ou de mesures sociales de toutes sortes, dont le coût augmente chaque année. On se souviendra que c'était précisément le but de la taxe de progrès social.

Si le régime d'assurance médicale n'est pas encore établi dans la province de Québec, ce n'est pas la faute du gouvernement fédéral, qui est disposé à en payer la moitié. C'est plutôt la faute du gouvernement du Québec, qui aurait pu l'instituer au mois de juillet dernier. En effet, ce gouvernement se propose d'exiger une prime afin de mettre ce régime en vigueur. Donc, cela ne coûtera pas tellement cher au trésor de la province de Québec. Ce sont les contribuables du Québec qui vont payer la part que le Québec devrait payer.

Il est donc injuste de faire des reproches au gouvernement fédéral, sans donner d'explications, et en disant qu'il s'agit d'une espèce de viol fiscal, et on emploie même le mot «vol». C'est de l'insconscience! On fait de la démagogie criminelle en employant des arguments qui ne servent qu'à échauffer les esprits non avertis, les âmes naïves du Québec, afin de les monter contre le gouvernement central qui vise à maintenir une prospérité raisonnable dans toutes les provinces.

La province de Québec est la première bénéficiaire, grâce au système de péréquation et à la contribution directe ou indirecte du ministère de la Défense nationale, qui dépense des millions à Montréal. Il va sans dire que si le Québec se séparait, il ne pourrait bénéficier de cet apport financier, de même que des subventions aux hôpitaux, aux CEGEP, etc., qu'il accepte sans mot dire.

Je ne peux traiter de toutes ces choses-là, car je constate que mon temps de parole est presque écoulé. Je remercie mes honorables collègues de leur patience et je conclus en répétant que les électeurs de ma circonscription sont très reconnaissants au gouvernement de leur avoir fait profiter de ces mesures spéciales, grâce à la désignation des régions et à l'établissement de «zones spéciales.»

[M. Mongrain.]

De plus, mes électeurs expriment leur profonde gratitude au gouvernement fédéral d'avoir pensé à établir un parc national dans la Mauricie.

Je demande également au gouvernement de protéger l'industrie textile, qui en est une très importante dans ma région, et de considérer que ce problème est aussi urgent que celui avec lequel les cultivateurs de l'Ouest sont aux prises.

Maintenant, je voudrais parler avec précaution, car je ne voudrais pas donner dans la faiblesse que j'ai reprochée aux autres, mais, même si je suis d'avis qu'on accorde 100 millions de dollars aux cultivateurs de l'Ouest, je dis que l'industrie textile, en Ontario et au Québec, a besoin d'aide.

Quant à la société Air Canada, j'espère que les honorables membres du gouvernement voudront bien être assez fermes pour ne pas lui permettre de disparaître des lieux, au moins avant qu'on ait établi un service de rechange aussi convenable que celui dont nous sommes dotés actuellement.

J'ai oublié de dire qu'il s'est greffé sur ce service de la société Air Canada un autre service financé par le gouvernement fédéral, celui de météorologie, qui est utile dans une foule de domaines, et que nous ne sommes pas certains de pouvoir conserver si Air Canada disparaît de chez nous.

[Traduction]

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma première réaction devant ce budget c'est que le gouvernement avait raté le coche si vraiment il avait eu l'intention de l'attraper. Après trois jours de débat sur le budget je me rends compte que le gouvernement n'a pas raté un coche mais plusieurs, ce qui me porte à me demander s'il avance bien dans la même direction que nous tous. S'intéresse-t-il même de loin à s'acheminer dans la voie que voulaient suivre les Canadiens? Manifestement il va continuer à suivre son petit bonhomme de chemin, sans se soucier des inconvénients qui pourraient en découler pour les Canadiens.

Une chose se dégage très nettement du budget: le gouvernement a décidé que le Canadien moyen n'avait pas besoin de connaître la prospérité. Dans cette terre d'abondance, aux forêts luxuriantes, aux ressources minières incalculables, dans ce pays qui invite aux dépassements et offre des possibilités illimitées, on donne aux Canadiens le choix entre la démagogie ou rien du tout. Même si nous débattons ce budget, le gouvernement a présenté une nouvelle mesure qui, dit-il, réglera les problèmes de notre industrie agricole. Un autre écran de fumée. Quiconque se donne la peine de lire le bill verra que sous couvert d'aider le cultivateur à trouver plus facilement des marchés pour ses produits, la